



**HAL**  
open science

**Le Centro italiano di studi per la (ri)conciliazione  
internazionale. De l'ancien au nouveau monde  
(1943-1964)**

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand

► **To cite this version:**

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand. Le Centro italiano di studi per la (ri)conciliazione internazionale. De l'ancien au nouveau monde (1943-1964). *Relations internationales*, 2023, 193, pp.109-127. hal-04770091

**HAL Id: hal-04770091**

**<https://hal.science/hal-04770091v1>**

Submitted on 6 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le Centro italiano di studi per la (ri)conciliazione internazionale, de l'ancien au nouveau monde (1943-1964)**

« Une tribune au prestige élevé et à l'autorité reconnue, qui a peut-être peu de concurrents dans les autres pays d'Europe et d'outre-Atlantique »<sup>1</sup>. Ce propos introductif à la liste des conférences données dans le cadre du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale ne relève pas que d'une stratégie de communication qui verserait dans la forfanterie : en 1967, après vingt ans d'activité, ce centre d'études avait acquis une certaine notoriété et développé ses réseaux parmi les milieux politiques, diplomatiques et ecclésiastiques italiens. Cette *success story* n'était cependant pas évidente, compte tenu du passé politique de ses fondateurs, au premier rang desquels Tomaso Sillani, Attilio Tamaro, Pompeo Aloisi, pour la plupart issus des réseaux nationalistes partisans de la colonisation et de la projection impérialiste vers l'Adriatique et les Balkans, et de la concurrence qui s'exerçait avec d'autres cercles de réflexion plus neufs.

Si ce succès doit se comprendre en partie à la lumière du redimensionnement de la politique étrangère italienne, partiellement écartée du débat et de la définition des grandes questions internationales et contrainte de déployer son action avant tout dans les domaines économique et culturel<sup>2</sup>, il interroge aussi les logiques d'institutionnalisation de réseaux privés sous l'influence de la défaite du fascisme en 1945 et sous celle de la guerre froide : à ce titre, le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale s'inscrit dans la nébuleuse de courants conservateurs qui tissèrent des liens transnationaux étroits après 1945, au point d'évoquer une forme d'« internationalisme conservateur »<sup>3</sup>. Il apparaît néanmoins autonome par rapport aux instituts émanant de ces courants, comme par exemple le célèbre Centre européen de documentation et d'information, avec lequel il n'entretint pas de relations suivies. Il tissa en revanche des liens étroits avec le gouvernement italien, ce qui, au-delà des logiques de reconstruction de la politique étrangère italienne dans le contexte de la défaite puis de la guerre froide, conduit à observer le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale au prisme des ruptures et des continuités des réflexions sur le système international entre l'Italie libérale, l'Italie fasciste et l'Italie républicaine. Ce cercle de réflexion, au statut initialement mal déterminé, s'inscrivait dans un ensemble de réseaux d'influence en cours de reconstitution après 1945. Agissant comme un acteur non étatique, il était néanmoins étroitement lié à l'État italien sur la scène internationale, ainsi qu'à l'Église catholique, aux milieux d'affaires, aux réseaux diplomatiques occidentaux : cette double qualité lui permit de constituer un lieu de sociabilité où différents acteurs des relations internationales pouvaient se croiser.

Ces différents ressorts contextuels et institutionnels contribuent à expliquer l'évolution de ce « centre », dont la nature même reste à cerner plus précisément, de ses prémisses en août 1943, au lendemain de la chute du régime fasciste mussolinien, à la refonte des statuts de 1964,

---

<sup>1</sup> Archivio centrale dello Stato (dorénavant, ACS), Archives familiales et personnelles, fonds Sillani, busta 23, brochure *Venti anni di attività del Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale*, Banco di Roma, 1967, p. 6.

<sup>2</sup> Antonio Varsori e Benedetto Zaccaria (éd.), *Italy in the International System from Détente to the End of the Cold War. The Underrated Ally*, Palgrave Macmillan, 2018, p. 6 ; Lorenzo Medici, *Dalla propaganda alla cooperazione : la diplomazia culturale italiana del secondo dopoguerra (1944-1950)*, Padoue, CEDAM, 2009, p. 73-74.

<sup>3</sup> Johannes Grossmann, « Un rapprochement inattendu. Réseaux transnationaux, diplomatie privée et formation d'une "Internationale des conservateurs" en Europe occidentale après 1945 », dans Éric Anceau, Jacques-Olivier Boudon et Olivier Dard, *Histoire des internationales, Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2017, p. 182-201.

qui suivit de quelques années la mort du fondateur, Tomaso Sillani, survenue en 1961. Trait d'union entre les préoccupations géopolitiques européennes de l'entre-deux-guerres, qui concernaient aussi bien la construction politique du continent que ses liens avec l'extérieur et notamment avec l'Afrique, et celles qui intervinrent dans le contexte nouveau de la guerre froide, le centre pourrait apparaître à première vue comme une relique du passé : son histoire permet d'en interroger la modernité, comme espace social difficile à catégoriser mais contribuant à forger les représentations du monde et de la diplomatie en une période de multiplication des acteurs des relations internationales et d'émergence de paradiplomaties complémentaires de la diplomatie d'État<sup>4</sup>.

### **La construction d'un cercle de réflexion sur les ruines d'une politique étrangère défaite**

Il n'existe guère de trace du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale avant le 9 mai 1945, date en général retenue pour sa fondation officielle<sup>5</sup>. Nombreux sont cependant les documents qui insistent sur la naissance de cette initiative dès le mois d'août 1943, que ce soit les notices biographiques dont nous disposons sur Tomaso Sillani, rédigées par des proches<sup>6</sup>, la documentation interne du centre<sup>7</sup> ou bien des messages et discours publics<sup>8</sup>. L'insistance sur cette sorte de préhistoire du centre, même si la période 1943-1945 correspondit au mieux à une période de maturation intellectuelle et pas à une période de réalisations concrètes, indique bien la volonté des fondateurs de se présenter comme des éléments de la reconstruction de la politique étrangère italienne en rupture avec le fascisme : placer l'émergence du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale en août 1943, soit après la chute du régime de Mussolini le 25 juillet de cette même année, mais avant l'annonce de l'armistice entre les Alliés et le gouvernement Badoglio le 8 septembre, soulignait une volonté de changement dans la continuité. En 1943, les membres fondateurs du centre (Pompeo Aloisi, Riccardo Astuto, Attilio Tamaro, Alberto Theodoli, Roberto Paribeni, Giuseppe Tucci, Alfredo Dusmet, Tomaso Sillani<sup>9</sup>) occupaient une place ambivalente, car ils s'étaient fait les agents de la politique étrangère fasciste aussi bien qu'ils en avaient critiqué les orientations récentes. Pompeo Aloisi, diplomate de haut rang, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, donc de Mussolini, entre juillet 1932 et juin 1936, avait été aussi bien l'artisan d'une politique destinée à assurer la prépotence italienne dans la région balkano-danubienne que le promoteur d'une alliance avec la France dans la plus pure tradition réaliste libérale<sup>10</sup>. Alfredo Dusmet de Smours apportait son entregent aristocratique et diplomatique à ce cénacle. Tomaso Sillani et Attilio Tamaro représentaient les réseaux nationalistes tournés vers Trieste,

---

<sup>4</sup> Laurence Badel, *Diplomaties européennes XIX-XXIe siècle*, Paris, Presses de Science Po, 2021, p. 155-182.

<sup>5</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, Riassunto sommario dell'attività svolta dal 1945 al 1949, s.d. ; Alessio Quercioli, « SILLANI, Tomaso », *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 92, 2018 : [https://www.treccani.it/enciclopedia/tommaso-sillani\\_%28Dizionario-Biografico%29/](https://www.treccani.it/enciclopedia/tommaso-sillani_%28Dizionario-Biografico%29/), consulté le 30 mai 2022.

<sup>6</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 23, opuscule *Ricordo di Tomaso Sillani nel 10° anniversario della sua scomparsa*, imprimé à compte d'auteur, Roma, 1971, p. 18.

<sup>7</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, Riassunto sommario, *op. cit.*

<sup>8</sup> Discours de Sa Sainteté le Pape Pie XII aux membres du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, 13 octobre 1955 : [https://www.vatican.va/content/pius-xii/it/speeches/1955/documents/hf\\_p-xii\\_spe\\_19551013\\_riconciliazione-internaz.html](https://www.vatican.va/content/pius-xii/it/speeches/1955/documents/hf_p-xii_spe_19551013_riconciliazione-internaz.html), consulté le 30 mai 2022.

<sup>9</sup> La liste des membres fondateurs apparaît dans le résumé de l'activité soutenue entre 1945 et 1949 : ACS, Fonds Sillani, busta 14, Riassunto sommario, *op. cit.*

<sup>10</sup> Pompeo Aloisi, *Journal (25 juillet 1932-14 juin 1936)*, Paris, Plon, 1957, p. 25.

l'Adriatique et la Dalmatie. Le premier, membre de l'association Pro Dalmazia et du Comité pour l'Adriatique italien, avait fondé en 1918 la *Rassegna italiana, politica, letteraria ed artistica*, qui traitait essentiellement de politique étrangère et coloniale. Le second, publiciste triestin nationaliste, fut un des agents de la diplomatie parallèle fasciste avant d'entrer dans la carrière diplomatique<sup>11</sup>. La projection impérialiste italienne vers le continent africain était incarnée par Riccardo Astuto, ancien ministre des Colonies et ancien gouverneur de l'Érythrée, qui avait soutenu dans ses œuvres une ligne colonialiste parfaitement en phase avec la tendance impériale du régime fasciste, y compris depuis le tournant représenté en 1936 par la guerre d'Éthiopie<sup>12</sup>, ainsi que par Alberto Theodoli, artisan des conversations franco-italiennes en 1932<sup>13</sup>, nommé sénateur en 1934 et membre à diverses périodes du conseil d'administration de la banque Banco di Roma<sup>14</sup>. Roberto Paribeni et Giuseppe Tucci étaient quant à eux des savants orientalistes, proches du régime fasciste et d'intellectuels comme Giovanni Gentile, impliqués dans différentes institutions culturelles du régime, comme pour Tucci l'Institut italien pour le Moyen et l'Extrême Orient créé en 1933<sup>15</sup>.

Par leurs parcours et leurs fonctions antérieurs, aussi bien que par la tonalité donnée à la fondation du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, ces hommes manifestaient les continuités et les ambivalences entre les aspects nationalistes de la politique étrangère de l'Italie libérale et la politique étrangère fasciste. Le résumé de l'activité du centre entre 1945 et 1949 déploie un sens de l'esquive consommé en ne désignant jamais directement la période fasciste : les maux de l'Italie de l'après-guerre sont assignés à « la rupture violente des amitiés traditionnelles » et à « la déformation de l'aspect et de la vérité de certains ensembles de faits nationaux » ; l'Italie y est présentée comme la victime d'une propagande propre à susciter la haine, la rancœur et de « fatales illusions » ; le Centre y est présenté comme trouvant sa raison d'être dans la volonté de clarifier les rapports internationaux du pays et de « défendre les intérêts suprêmes de la nation sans méconnaître les principes de la collaboration internationale et du maintien de la paix »<sup>16</sup>. Ce qui se lit en filigrane est une analyse de la politique étrangère fasciste qui, de part et d'autre de 1936 et de l'Axe, distinguerait, d'une part un fascisme défenseur de l'intérêt national de manière plus digne et plus efficace que n'avait pu le faire l'Italie libérale, d'autre part un fascisme fourvoyé dans l'alliance avec l'Allemagne nazie. Si cette distinction a été abondamment étudiée et contestée<sup>17</sup>, elle fut utilisée par les diplomates italiens lors des négociations de paix pour limiter les pertes territoriales de l'Italie, y compris dans l'empire où colonies pré-fascistes et conquêtes fascistes furent envisagées

---

<sup>11</sup> Gianni Scipione Rossi, *Attilio Tamaro : il diario di un italiano (1911-1949)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2021, p. 64-67.

<sup>12</sup> Vincenzo Clemente, « ASTUTO DI LUCCHESE, Riccardo », *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 34, 1988: [https://www.treccani.it/enciclopedia/astuto-di-lucchese-riccardo\\_\(Dizionario-Biografico\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/astuto-di-lucchese-riccardo_(Dizionario-Biografico)/), consulté le 30 mai 2022.

<sup>13</sup> Francesco Perfetti, « Alle origini degli accordi Laval-Mussolini : alcuni contatti italo-francesi del 1932 in materia coloniale », *Storia contemporanea*, VIII, 1977/4, p. 683-748.

<sup>14</sup> La fiche d'Alberto Theodoli est disponible sur le site du Sénat de la République italienne : <http://notes9.senato.it/web/senregno.nsf/876b34df7222a9fac125785e003ca629/633d1bb39311706b4125646f00610052?OpenDocument>, consulté le 30 mai 2022.

<sup>15</sup> Andrea Paribeni, « PARIBENI, Roberto », *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 81, 2014: [https://www.treccani.it/enciclopedia/paribeni-robotto-paribeni\\_\(Dizionario-Biografico\)](https://www.treccani.it/enciclopedia/paribeni-robotto-paribeni_(Dizionario-Biografico)), consulté le 30 mai 2022; Alice Crisanti, « TUCCI, Giuseppe », *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 97, 2020: [https://www.treccani.it/enciclopedia/giuseppe-tucci\\_%28Dizionario-Biografico%29/](https://www.treccani.it/enciclopedia/giuseppe-tucci_%28Dizionario-Biografico%29/), consulté le 30 mai 2022.

<sup>16</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, Riassunto sommario dell'attività svolta dal 1945 al 1949, s.d.

<sup>17</sup> Olivier Forlin, *Le Fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013, p. 187-188.

séparément<sup>18</sup> : les fondateurs du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale n'étaient donc pas complètement étrangers à l'esprit du temps. L'insistance sur la « justice » internationale<sup>19</sup>, qui impliquait de ne pas punir excessivement l'Italie, entraînait pareillement en résonance à la fois avec la demande de « paix juste » formulée par le gouvernement Parri à l'été 1945<sup>20</sup> et avec les discours nationalistes et fascistes qui, dans le sillage des représentations de l'Italie comme nation « prolétaire »<sup>21</sup>, brandissaient dans les années 1920 la justice internationale comme instrument de révision des traités de paix<sup>22</sup>.

Du fait de leurs positions au sein du régime fasciste, les membres fondateurs de premier plan du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale firent face dans l'après-guerre à des procédures d'épuration qui, dans la plupart des cas, n'eurent pas de conséquences très lourdes. Pompeo Aloisi, parti à la retraite avant la guerre, fit l'objet d'une procédure dans laquelle il se défendit en publiant un opuscule intitulé *Mon activité au service de la paix*<sup>23</sup>. Tomaso Sillani, jugé par la Commission de première instance pour l'épuration du registre des journalistes de Rome, ne fut pas rayé de la profession<sup>24</sup>. Attilio Tamaro, en délicatesse avec le régime fasciste finissant, vit son départ à la retraite forcé confirmé par la Commission d'épuration du ministère des Affaires étrangères<sup>25</sup> et garda une activité de publiciste sous le pseudonyme de Giusto Montemuliano, sous lequel il publia pour le compte du centre en 1945 l'opuscule *La Vénétie julienne, italienne et européenne*<sup>26</sup>. S'il n'était pas possible, pour un homme qui avait dû sa carrière au fascisme et avait défendu la projection impérialiste vers les Balkans, de signer des articles de son véritable nom, il faut tout de même souligner que les membres du centre bénéficièrent dans l'ensemble de la tendance, assumée par des antifascistes libéraux, qui consistait à opérer une distinction entre néo-fascistes et « ex-fascistes de bonne foi »<sup>27</sup>, a fortiori lorsque les instigateurs du centre et les diplomates italiens se retrouvaient sur la défense des intérêts nationaux dans le contexte des négociations du traité de paix.

La diplomatie italienne n'adopta pas une attitude hostile à l'égard du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, et ce dès sa création effective. Le centre se donna en effet pour première mission de fournir les décideurs et les négociateurs en publications sur les grandes questions de politique étrangère qu'affrontait l'Italie en 1945-1946. Un outil

---

<sup>18</sup> *Documenti diplomatici italiani* (dorénavant, *DDI*), Decima serie 1943-1948, volume II (12 décembre 1944 – 9 décembre 1945), Rome, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1992, p. X.

<sup>19</sup> Cette exigence se trouve dans des documents distants de plusieurs années : Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri (dorénavant, ASMAE), Rappresentanze diplomatiche, Ambasciata a Londra 1861-1950, b. 1310, fasc. 2, lettre de Pompeo Aloisi à Enrietta Street, rédactrice en chef de *The Tablet*, Rome, 13 janvier 1947 ; Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività per la riconciliazione tra le nazioni. Relazione letta il 6 novembre 1957 nella sede del Banco di Roma*, Rome, Banco di Roma, 1957, p. 18.

<sup>20</sup> Lettre de Ferruccio Parri à Harry Truman, Rome, 22 août 1945, dans *Documenti diplomatici italiani*, Decima serie 1943-1948, volume II, op.cit., document n°445, p. 603-604.

<sup>21</sup> Federico Romero et Antonio Varsori (dir.), *Nazione, interdipendenza, integrazione. Le relazioni internazionali dell'Italia (1917-1989)*, volume I, Rome, Carocci, 2005, p. 18.

<sup>22</sup> Voir par exemple (les occurrences sont légion) : Attilio Tamaro, « Il groviglio politico dell'Europa centrale », dans *Gerarchia*, n°12, décembre 1925, p. 786-795, et le discours prononcé par Benito Mussolini devant le Sénat le 5 juin 1928, dans *Opera omnia di Benito Mussolini*, volume XXIII, Florence, La Fenice, 1957, p. 176-177.

<sup>23</sup> Pompeo Aloisi, *La mia attività al servizio della pace : fatti nuovi e nuovi elementi probatori sottoposti all'esame dell'Alta Corte di Giustizia*, Roma, Tipografia del Senato, 1946.

<sup>24</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 23, opuscule *Ricordo di Tomaso Sillani*, op.cit., p. 18.

<sup>25</sup> Gianni Scipione Rossi, *op. cit.*, p. 119-121.

<sup>26</sup> Fondazione Ugo Spirito e Renzo De Felice, fonds Attilio Tamaro, b. 19, fasc. 40, lettre d'Aldo Pierantoni, premier secrétaire de la légation d'Italie en Yougoslavie, Belgrade, 20 juin 1950.

<sup>27</sup> Lettre de Carlo Sforza à Alcide De Gasperi, Rome, 9 octobre 1946, dans *DDI*, Decima serie, volume II, Rome, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1994, document n°393, p. 512.

diplomatique en crise, qui entamait à peine sa reconstruction dans des circonstances difficiles, pouvait en effet éprouver un déficit de compétences sur les problématiques de certaines aires géographiques, et ce d'autant plus que des instituts fondés au lendemain de la Grande Guerre avaient cessé leurs activités et étaient parfois empêchés de les reprendre du fait de l'hostilité de l'URSS, comme c'était le cas de l'Institut pour l'Europe orientale (1921-1943)<sup>28</sup>. L'entrée dans le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale d'un grand nombre de diplomates de premier plan, parmi lesquels Giacinto Auriti, Giacomo Paulucci de'Calboli, Vincenzo Cerruti, Amedeo Giannini, mais aussi de diplomates en vue comme Pietro Quaroni<sup>29</sup>, facilita sans doute l'intérêt porté au centre : c'est en mentionnant ce fait que le secrétaire général du ministère adressa à l'ambassade à Londres copie de cinq opuscules rédigés par des membres du centre et portant sur les points essentiels des négociations de paix (la frontière orientale, les colonies, l'apport militaire italien à la victoire, la non-responsabilité du peuple italien dans la guerre, la position internationale de l'Italie)<sup>30</sup>. Un mois plus tard, l'ambassadeur italien à Londres adressa ses louanges au volume portant sur les colonies italiennes<sup>31</sup>. D'un point de vue de politique générale, le thème de la réconciliation était bien au centre de la diplomatie italienne de l'immédiat après-guerre, aussi bien réconciliation avec les ex-ennemis que conciliation entre les deux blocs, atlantiste et soviétique, qui s'esquissaient. Plusieurs ambassadeurs de premier plan, Carandini à Londres<sup>32</sup>, Tarchiani à Washington, un peu plus tard Brosio à Moscou, s'approchèrent du courant dit neutraliste identifié au sein de la diplomatie italienne<sup>33</sup>. D'un autre côté, l'activisme du centre indisposa ceux qui devaient se confronter directement aux Alliés pour les négociations de paix et durent expliquer à un Tomaso Sillani très offensif que « tout ce qui [était] écrit à Rome par des "experts de politique étrangère" dans le confortable cénacle du domicile n'était pas nécessairement un article d'exportation »<sup>34</sup>. L'allusion ironique contenue dans ces propos, qui faisaient référence à la volonté d'expansion idéologique du fascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, faisait écho aux réticences de l'ambassade italienne à Londres, qui ne désavouait pas les initiatives du centre, mais souhaitait qu'elles ne passent pas pour de la propagande officielle<sup>35</sup>.

Les publications du centre n'eurent certes pas sur les négociations de paix tout l'effet escompté par leurs auteurs. Le traité de paix du 10 février 1947 mit fin à un certain nombre d'illusions, que ce soit la disponibilité des Alliés à défendre la possession italienne de Trieste et celle des colonies, ou tout simplement les chances de réintégrer le système international comme une puissance de plein exercice présente dans toutes les organisations de ce dernier. Après et malgré le traité, le centre se pérennisa par la volonté de son secrétaire général, Tomaso

---

<sup>28</sup> Stefano Santoro, *L'Italia e l'Europa orientale. Dalla propaganda all'aggressione, 1918-1943*, Milan, Franco Angeli, 2005, p. 393-394.

<sup>29</sup> Son nom apparaît dans une liste de membres non datée (ASMAE, Rappresentanze diplomatiche, Ambasciata a Londra 1861-1950, b. 1310, fasc. 2), mais antérieure à février 1947 puisqu'y figure le nom d'Attilio Tamaro, qui à cette date s'était retiré du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale.

<sup>30</sup> *Ibid.*, lettre de Renato Prunas à Bartolomeo Migone, conseiller de l'ambassade d'Italie à Londres, Rome, 12 septembre 1945.

<sup>31</sup> Lettre personnelle de Carandini à De Gasperi, Londres, 19 octobre 1945, dans *DDI*, Decima serie, volume II, Rome, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1993, document n°628, p. 872.

<sup>32</sup> Lettre personnelle de Carandini à De Gasperi, Londres, 7 février 1946, dans *DDI*, Decima serie, volume III, Rome, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1993, document n°171, p. 228.

<sup>33</sup> Sergio Romano, *Guida alla politica estera italiana. Da Badoglio a Berlusconi*, Milan, Rizzoli, 2002, p. 13.

<sup>34</sup> ASMAE, Rappresentanze diplomatiche, Ambasciata a Londra 1861-1950, b. 1310, fasc. 2, lettre de Prunas à Migone, Rome, 8 novembre 1945.

<sup>35</sup> *Ibid.*, copie du télégramme 1493/605 expédié par l'ambassade au ministère, Londres, 11 mars 1946.

Sillani, qui voulut « élargir son activité en la portant sur un plan plus ouvert et engagé »<sup>36</sup>. Il s'agissait désormais de mettre sur pied des cycles annuels de conférences portant sur les questions internationales qui intéressaient au premier chef l'Italie. Le premier cycle forma un ensemble de conférences concentrées entre avril et juin 1947. Le fait que le cycle s'ouvrit sur une conférence inaugurale d'Ivanoe Bonomi, ancien président du Conseil entre décembre 1944 et juin 1945, alors président de la Commission des traités internationaux constituée au sein de l'Assemblée constituante, et les titres des conférences (« L'Italie en Afrique dans le nouveau contexte international », « Aspects économiques du traité de paix », « L'Italie désarmée », « Destin et fonction de Trieste et de la Vénétie julienne après le traité de paix ») indiquent que la nouvelle initiative du centre s'inscrivait dans le processus concomitant d'acceptation et de révision du traité de paix, lancé par la déclaration de Carlo Sforza dès le 10 février 1947 et recevait une approbation désormais plus officielle des instances de la République<sup>37</sup>. L'acceptation formelle du traité de paix entraîna en revanche le retrait d'Attilio Tamaro, qui se défendit contre les accusations de « désertion » qui lui furent adressées par Pompeo Aloisi en expliquant qu'il ne pouvait renier l'irréductibilité et abandonner les terres de Vénétie julienne, et en soulignant qu'il se retirait de toute manière de toute activité politique<sup>38</sup>.

Ses amis du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale auraient pu lui répondre – et peut-être le firent-ils – que le centre revendiquait un positionnement totalement apolitique, qui n'interdisait cependant pas de « désirer pour l'Italie les conditions d'ordre, de paix et de concorde constructive indispensables pour la faire revivre »<sup>39</sup>. Cela revenait à donner au centre une nouvelle orientation : d'instrument d'information et de propagande, au sens de diffusion de l'information politique que ce terme revêtait alors encore, sur la situation internationale de l'Italie, il se voyait transformé en instrument de promotion de l'amitié internationale et de la politique étrangère défendue par les autorités italiennes d'alors. Il n'est ainsi pas indifférent que le dixième anniversaire du centre eut été célébré en 1957, et pas en 1955<sup>40</sup> : l'année 1947 constitua un tournant qui signait l'intégration d'anciennes figures de la politique étrangère italienne de l'entre-deux-guerres dans l'espace médiatique où était défendue la nouvelle politique, contrainte par le contexte de l'affrontement croissant entre des blocs antagonistes.

## L'institutionnalisation d'un cercle de réflexion

Le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale attira rapidement de nombreux hommes politiques, parlementaires, diplomates, représentants des milieux d'affaires et ecclésiastiques. Le soin méticuleux mis à recenser aussi bien les membres adhérents à ce qui était juridiquement une association que les intervenants dans les conférences et les membres des auditoires, montre à quel point sa raison d'être résidait dans son rôle de lieu de sociabilité,

---

<sup>36</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività per la riconciliazione tra le nazioni. Relazione letta il 6 novembre 1957 nella sede del Banco di Roma*, Rome, Banco di Roma, 1957, p. 15.

<sup>37</sup> Télégramme très urgent de Sforza aux représentants italiens à Londres, Moscou et Paris, Rome, 10 février 1947, dans *DDI*, Decima serie, V, Rome, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1997, document n°48, p. 57-58.

<sup>38</sup> Fondazione Ugo Spirito e Renzo De Felice, fonds Attilio Tamaro, b. 19, fasc. 40, lettre d'Attilio Tamaro à Tomaso Sillani, Rome, 7 février 1947, et lettre à Pompeo Aloisi, Rome, 28 février 1947.

<sup>39</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, Riassunto sommario, *op. cit.*

<sup>40</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 23, brochure *Venti anni di attività*, *op. cit.*, p. 16.

autant que dans celui de lieu d'analyse et de réflexions sur le système international<sup>41</sup>. Cette double fonction politique et mondaine en fait un lieu cristallisateur de réseaux : lors de l'allocution prononcée à l'occasion du dixième anniversaire du centre, Giuseppe Pella, alors vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Zoli, loua l'œuvre consistant à « tisser des relations personnelles extrêmement utiles »<sup>42</sup>.

Le centre pouvait tout d'abord compter sur la présence, l'implication et l'appui de nombreux hommes politiques qui exerçaient des fonctions parlementaires ou ministérielles. Plusieurs d'entre eux acceptèrent de délivrer des conférences dans le cadre des cycles organisés par le centre : ainsi, Giovanni Gronchi s'exprima en mai 1949 sur les classes laborieuses dans la politique internationale ; Giuseppe Pella, avant son allocution de 1957, avait proposé en 1951 une présentation des plans d'intégration économique européenne alors qu'il était ministre du Trésor ; le 25 novembre 1954 Mario Scelba livra une conférence alors qu'il était président du Conseil ; quatre ans plus tard, Giovanni Gronchi, devenu président de la République, reprenait la parole dans cette enceinte – initiative qu'il devait réitérer à deux reprises. Si les membres de la démocratie chrétienne sont particulièrement bien représentés parmi les intervenants (Emilio Colombo, Fernando Tambroni, Giuseppe Pella qui intervint pas moins de dix fois entre 1951 et 1963), Tomaso Sillani sollicite également des membres des partis alliés de la démocratie chrétienne, par exemple Epicarmo Corbino pour le Parti libéral ou Ugo La Malfa, membre du Parti républicain italien. Les listes des auditoires, les listes des invités aux réceptions de la Villa Lante di Bagnaia, les listes des conseillers du conseil d'administration font apparaître des parlementaires, députés et sénateurs, et plusieurs sous-secrétaires d'État. Elles mettent également en évidence la participation de très nombreux diplomates et militaires italiens. Sur les 27 membres du conseil d'administration recensés au début de l'existence du centre<sup>43</sup>, 12 étaient des diplomates. Sur les 234 conférences recensées entre 1947 et 1967, 15 furent dispensées par des diplomates italiens, 13 par des hommes qui exerçaient les fonctions de ministre des Affaires étrangères ou de membre des commissions parlementaires des Affaires étrangères, 4 par des militaires de haut rang de l'armée italienne. Ces chiffres, qui peuvent paraître faibles, dissimulent l'utilisation par le centre des réseaux entretenus à Rome et à l'étranger : la moitié des conférences fut délivrée par des diplomates et militaires étrangers, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, représentants de l'OTAN. Il arrivait à un diplomate expérimenté comme l'ambassadeur français à Rome Jacques Fouques-Duparc de relater une conférence donnée par le centre lorsqu'elle avait une signification politique particulière, ainsi de celle dispensée le 29 mars 1956 par Anton Vratuscia, sous-secrétaire d'État au Conseil exécutif fédéral yougoslave sur la collaboration italo-yougoslave dans le cadre de la politique

---

<sup>41</sup> Ces listes, sur lesquelles se fonde l'analyse développée ensuite, sont disponibles dans divers documents : ACS, Fonds Sillani, busta 14, *Riassunto*, op. cit.; busta 17, liste d'invités à la réception donnée par le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale à la Villa Lante di Bagnaia le 15 février 1958 ; busta 17, liste des membres du Conseil d'administration du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, s. d. ; busta 23, *Venti anni di attività*, op. cit. L'édition des comptes-rendus et transcriptions des conférences fournit la liste, soigneusement tenue, des auditeurs (voir par exemple Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività*, op. cit., 1957, et ACS, fonds Sillani, busta 17, deux fascicules contenant les *cronache*, autrement dit les comptes-rendus des conférences).

<sup>42</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività*, op. cit., p. 32.

<sup>43</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 17, liste des membres du Conseil d'administration du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, s. d. Il est possible d'en effectuer une datation très approximative : l'en-tête du document indique que le siège provisoire se situe piazza Mignanelli à Rome ; or, un autre document indique qu'il s'agissait du siège du centre en janvier 1947 (ASMAE, Ambasciata a Londra 1861-1950, b. 1310, fasc. 2, lettre de Pompeo Aloisi à Enrietta Street, 13 janvier 1947) ; on sait par ailleurs qu'à partir de septembre 1954 le centre fut sis Viale Davide Lubin à Rome (ACS, fonds Sillani, busta 17, Mémoire urgent, s.d.).

européenne<sup>44</sup>. Tout cela faisait du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale un cercle mondain, professionnel et intellectuel au carnet d'adresses bien rempli et soigneusement entretenu par Tomaso Sillani<sup>45</sup>. Ce dernier acquit ainsi par son entregent une position relativement importante, qui lui fit conférer la Légion d'honneur française à titre étranger par décret du 28 octobre 1955, pris sur rapport du ministre des Affaires étrangères<sup>46</sup>. Il était également considéré par les Américains comme « l'émissaire officieux du président Gronchi » et qui, à ce titre, lui permettait d'entrer directement en relation avec l'ambassade des États-Unis en Italie<sup>47</sup>. Cette opinion américaine est corroborée par le nombre conséquent d'audiences accordées par Giovanni Gronchi à Tomaso Sillani durant son mandat présidentiel<sup>48</sup>. Cet intérêt porté par les diplomates américains au Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale est cependant antérieur au mandat même de Giovanni Gronchi puisqu'en août 1955 Allen Dulles, alors directeur de la CIA, avait manifesté le désir d'en rencontrer le président, l'ambassadeur Ugo Sola. Alors absent de Rome, celui-ci n'avait pas pu honorer l'invitation, qui fut réitérée en août 1956<sup>49</sup>.

L'appui gouvernemental et diplomatique reçu par le centre n'était cependant pas exclusif, ainsi que le montre la rivalité avec une autre organisation à caractère internationaliste, la Società italiana per l'organizzazione internazionale (SIOI), fondée dès octobre 1944, membre de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, vouée à développer l'information et la recherche en matière de coopération internationale et associée à la formation des diplomates par le ministère des Affaires étrangères<sup>50</sup>. Lorsqu'en 1955 Tomaso Sillani se proposa de célébrer l'entrée de l'Italie à l'ONU par une grande conférence solennelle dans laquelle se serait exprimé Antonio Segni, alors président du Conseil, il vit son projet contrecarré par la SIOI qui invoqua une forme de préséance et eut gain de cause, malgré l'intervention de l'ancien député et membre de la Cour constitutionnelle Gaspare Ambrosini<sup>51</sup>. Les documents consultés ne permettent pas de déterminer si, au-delà des liens étroits développés par la SIOI avec les organisations internationales, son caractère antifasciste ou ses liens avec des diplomates actifs dans l'immédiat après-guerre comme Niccolò Carandini<sup>52</sup> entrèrent en ligne

---

<sup>44</sup> Archives du ministère français des Affaires étrangères, Affaires politiques après 1944, Europe 1956-1960, Yougoslavie, n°174, dépêche de Jacques Fouques-Duparc, 31 mars 1956.

<sup>45</sup> Ses archives contiennent par exemple un « Annuaire des participants aux troisièmes rencontres d'experts en relations économiques étrangères, tenues à Rome le 29 mai 1959 » : ACS, fonds Sillani, busta 17.

<sup>46</sup> Le fait est mentionné dans l'opuscule rédigé par le frère de Tomaso Sillani à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort : ACS, Fonds Sillani, busta 23, opuscule *Ricordo di Tomaso Sillani, op.cit.*, p. 28. La grande chancellerie procède actuellement à l'inventaire général de ses archives et, au vu des inventaires existants, aucun dossier n'a été trouvé au nom de Tomaso Sillani. Le renseignement concernant le décret de nomination m'a été aimablement délivré par le Service des décorations, Bureau des recherches généalogiques, de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

<sup>47</sup> Dépêche n°1129 de l'ambassade à Rome au Département d'État, Rome, 7 mars 1958, dans Foreign Relations of the United States (dorénavant, *FRUS*), 1958-1960, Western Europe, vol. VII, part 2; <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v07p2/d208>, consulté le 10 juin 2022.

<sup>48</sup> Le Portale storico della presidenza della Repubblica recense 26 audiences présidentielles accordées au secrétaire général du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale entre février 1956 et juillet 1961 (voir le *Diario storico* : <https://archivio.quirinale.it/aspr/documenti/search/result?query=Sillani&exactmatch=false>, consulté le 10 juin 2022), sachant que le mandat de Giovanni Gronchi avait commencé en mai 1955 et que la relation fut interrompue par le décès de Tomaso Sillani le 9 novembre 1961.

<sup>49</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 13, Note « extrêmement urgente » pour le président, Rome, 29 août 1956.

<sup>50</sup> Marina Cerne (éd.), *I 60 anni della SIOI : cronache e memorie 1944-2004*, Naples, Editoriale scientifica, 2005.

<sup>51</sup> ACS, Presidenza del Consiglio dei ministri, Ufficio Consigliere Diplomatico, busta 19, fasc. A45, mémoire urgent adressé par Gaspare Ambrosini à Antonio Segni, Rome, 23 décembre 1955, et note, 2 janvier 1956.

<sup>52</sup> Guido Formigoni, *Storia d'Italia nella guerra fredda (1943-1978)*, Bologne, Il Mulino, 2016, p. 53.

de compte. Ce qui est certain en revanche est que le centre recherchait activement la reconnaissance de la puissance publique et que cet épisode en fut un témoignage supplémentaire puisque, en récompense de sa bonne volonté, Sillani demanda à ce que les membres dirigeants du conseil d'administration fussent reçus en audience par le président du Conseil. Cette quête de reconnaissance et cette construction de réseaux qui faisait la force du centre sont manifestes à travers les liens tissés avec d'autres secteurs de la vie publique – politique au sens large – italienne.

Une des particularités du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale était en effet ses liens étroits avec l'Église catholique. Le terme même de *riconciliazione*, adopté en 1945 pour mettre l'accent sur la paix à forger entre l'Italie et les nations auxquelles elle avait déclaré la guerre, avait été mis en balance avec celui de *conciliazione*, qui dans le contexte politico-culturel italien évoquait irrésistiblement la Conciliation et les accords du Latran qui en 1929 avaient mis fin à la « question romaine ». Les liens évoqués se manifestaient par la présence physique d'ecclésiastiques de haut rang – à défaut de l'adhésion formelle à l'association, puisque aucun ecclésiastique ès qualités n'apparaît dans les listes de membres du conseil d'administration déjà citées. Dans le bilan des dix premières années d'activité du centre, Tomaso Sillani se félicitait que jusqu'à six *porporati*, les porteurs de la pourpre cardinalice, aient assisté à une même conférence<sup>53</sup>. Le matériel iconographique disponible dans les papiers Sillani, constitué principalement de photographies de l'auditoire des conférences, ou de l'arrivée des orateurs, témoigne de cette présence, ainsi que de celle de prêtres de moindre rang<sup>54</sup>. Des cardinaux participèrent aussi activement aux travaux du centre en délivrant des conférences, au nombre de six entre 1953 et 1961. Les cardinaux orateurs avaient pour point commun d'avoir été créés cardinaux par le pape Pie XII lors du consistoire du 12 janvier 1953 : le cardinal Costantini, lié à la Propaganda Fide, s'exprima le premier quelques mois plus tard en choisissant pour thème « L'œuvre de Sa Sainteté Pie XII pour la paix et la collaboration entre les peuples ». Devaient intervenir dans les années suivantes les cardinaux Van Lierde, vicaire général de la Cité du Vatican, Valeri, préfet de la Sacra Congregazione dei Religiosi, Lercaro, archevêque de Bologne, Siri, archevêque de Gênes, enfin en 1961 conjointement le cardinal Ottaviani et le cardinal Parente, alors respectivement prosecretaire et assesseur du Saint-Office. Leur participation aux cycles de conférences fut en quelque sorte validée par Pie XII lorsque, le 13 octobre 1955, il reçut en audience les membres du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale et fit à cette occasion la louange du programme de ce dernier<sup>55</sup>.

Un troisième groupe bien représenté au sein du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale était les milieux d'affaires. Alberto Theodoli, membre fondateur du centre, avait conservé ses entrées au Banco di Roma dont il avait été administrateur puis commissaire entre 1944 et 1945 : c'est probablement par son entremise que la banque accepta d'accueillir les cycles de conférences annuels à partir de 1948<sup>56</sup>. La banque, qui avait précocement développé son activité internationale, fut dès 1946 particulièrement attentive à la situation mondiale et nourrissait deux objectifs, l'obtention de crédits dans les pays alliés et le

---

<sup>53</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività*, op. cit., p. 23.

<sup>54</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, *passim*.

<sup>55</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 13, mémoire extrêmement urgent sur la réception des membres du centre par le Saint Père à Castel Gandolfo ; Discours de Sa Sainteté Pie XII aux membres du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, 13 octobre 1955 : [https://www.vatican.va/content/pius-xii/it/speeches/1955/documents/hf\\_p-xii\\_spe\\_19551013\\_riconciliazione-internaz.html](https://www.vatican.va/content/pius-xii/it/speeches/1955/documents/hf_p-xii_spe_19551013_riconciliazione-internaz.html), consulté le 13 juin 2022.

<sup>56</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività*, op. cit., p. 19.

développement de ses activités dans les aires extra-européennes<sup>57</sup> : cela créait une synergie avec les orientations prises par le centre à partir de 1948, puisque, à la première orientation soucieuse de l'intérêt national et colonial italien, s'ajouta alors un intérêt grandissant pour les questions européennes et atlantistes. Le décor, voire le décorum, dans lequel se déroulaient les conférences mettait en bonne place une reproduction de la Louve capitoline nourrissant Romulus et Remus, brodée sur la tenture qui ornait le mur derrière la tribune des orateurs : symbole du Banco di Roma, elle avait également été abondamment utilisée par le régime fasciste et notamment par les CAUR, les Comités d'action pour l'universalité de Rome, qui avaient eu pour ambition de former une « internationale » fasciste<sup>58</sup>. Ce décor disait à sa manière l'ambition des hommes du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale : bien que citoyens d'un pays défait dans la guerre, ils entendaient continuer à faire valoir un point de vue qui, émanant du contexte et des traditions culturelles, politiques, intellectuelles italiennes, se donnait une portée universelle. De manière plus concrète, la présence des milieux d'affaires italiens se manifestait à travers les membres du centre, les intervenants des conférences et les invités à ces dernières. Sur les 27 membres du conseil d'administration, 9 étaient issus de ces milieux : on y comptait le vice-président et un membre du comité exécutif de la Confédération générale de l'industrie italienne, 4 banquiers dont l'un qui représentait le Banco di Roma, le président de Esso pour l'Italie, un industriel et le journaliste Italo Zingarelli qui y figurait comme directeur du journal politique et économique *Il Globo*<sup>59</sup>. Dès 1948 le président de la CGIL avait accordé une conférence au centre. Des membres de cette organisation intervinrent ensuite régulièrement et furent rejoints par des représentants d'organismes publics comme l'IRI ou l'ENI, ou bien encore d'entreprises qui se situaient dans leur orbite, comme l'entreprise sidérurgique Finsider. Des membres d'entreprises pétrolières américaines furent également régulièrement invités à partir de la fin des années 1950, ou bien encore Giovanni Agnelli pour la FIAT<sup>60</sup>.

Ces liens avec des groupes détenteurs d'un incontestable pouvoir au sein de l'Italie post-1945 expliquent l'institutionnalisation juridique et administrative progressive du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, dont le fonctionnement initial paraît assez peu formalisé. À ses débuts, ce qui restait un réseau d'amitiés et d'affinités politiques s'appuya d'abord sur une maison d'édition, l'Attività Editrice Internazionale (AEI), créée en 1945 et chargée de publier les premiers opuscules rédigés par les membres fondateurs. Le centre pouvait alors également compter sur les largesses du ministère des Affaires étrangères, qui lui prêtait des locaux, et sur celles du Banco di Roma qui hébergeait les conférences. Aucun bilan comptable n'ayant été retrouvé dans les papiers de Tomaso Sillani, il n'a pas été possible d'établir si le centre avait des employés. À partir de 1950, l'activité du centre s'appuya sur une revue, la *Rassegna italiana di politica e cultura*, publiée par l'AEI et dont l'esprit perpétuait celui de la *Rassegna italiana, politica, letteraria ed artistica* que Tomaso Sillani avait dirigée de 1918 à 1943 : la numérotation de la revue ne connut d'ailleurs pas de solution de continuité, puisque le numéro de mars 1950 porte la mention « Anno XXVII – n°304 ». Outre que la revue constituait une source de revenus grâce aux cotisations, aux dons divers, aux abonnements et à la publicité pour des lignes aériennes, des banques ou le Lloyd Triestino, elle servit aussi de

---

<sup>57</sup> Luigi De Rosa, *Storia del Banco di Roma, III. Dal 1929 al 1955*, Rome, Banco di Roma, 1984, p. 260, 273-288.

<sup>58</sup> Marco Cuzzi, *L'Internazionale delle camicie nere : i CAUR, Comitati d'azione per l'universalità di Roma, 1933-1939*, Milan, Mursia, 2005.

<sup>59</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 17, liste des membres du Conseil d'administration, s. d.

<sup>60</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 23, brochure *Venti anni di attività*, op. cit.

support de publication à un certain nombre de conférences. Cette même année 1950, le centre se constitua en association officielle dotée de statuts en bonne et due forme, sous le double effet de sa notoriété croissante et du lancement de la revue. Il acquit ensuite le statut d'*ente morale*, d'association à personnalité morale, par décret du Président de la République italienne en date du 2 novembre 1954, ce qui ouvrait la voie à un développement ultérieur, notamment sur le plan patrimonial, de l'association<sup>61</sup>. Le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale était désormais pleinement reconnu et intégré dans les associations culturelles italiennes qui avaient droit de cité.

### **Simple instrument de la guerre froide ou association *sui generis* ?**

Les statuts du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale tels qu'ils furent déposés devant notaire en 1950 et repris dans le décret présidentiel de 1954 en faisaient le centre d'un réseau national et international de correspondants invités à promouvoir, sous l'égide du pivot que représentait le secrétaire général – l'inamovible Tomaso Sillani – les buts que se donnait le centre, à savoir « la réconciliation et la collaboration entre les peuples à des fins de maintien de la paix, et la défense des intérêts italiens selon les principes de la justice internationale ». L'article 1 faisait du centre une « libre association [...] strictement apolitique »<sup>62</sup>. Une fois passée la phase initiale où les membres du centre tentèrent d'influer sur les négociations de paix en 1945-1947, le centre se rangea cependant résolument aux côtés des partisans d'un atlantisme, d'une construction européenne, voire d'une Eurafrique, dans une perspective anticommuniste, sans cependant sortir du cadre international fixé à ses analyses et sans prendre parti dans des élections ou des problèmes de politique strictement intérieure.

Le camp dans lequel se rangeait le centre au sein de la guerre froide ne faisait aucun doute, ainsi qu'en témoignent les références au « monde libre », notamment dans les discours prononcés à l'occasion du dixième anniversaire du centre<sup>63</sup>, ou la quête de l'approbation de l'ambassade des États-Unis en Italie, qui fournissait d'ailleurs régulièrement le centre en bulletins d'informations de l'United States Information Service<sup>64</sup>. Le choix des thèmes des conférences montre également quels problèmes internationaux retenaient l'attention des dirigeants du centre : la reconstruction économique de l'Europe grâce au plan Marshall, l'intégration européenne, la « paix et la sécurité du monde libre », l'OTAN, les relations de l'Italie et des autres puissances européennes avec l'Afrique et les anciennes colonies, sont autant de questions déterminées par l'atlantisme et l'endiguement du communisme sur des théâtres autres qu'européens. Celles qui avaient trait à la construction européenne ou aux relations de l'Europe avec l'Afrique n'étaient d'ailleurs pas tout à fait neuves et constituaient un pont entre les réflexions menées sous l'ère fasciste et celles qui furent imposées par le contexte de décolonisation<sup>65</sup>, ce qui explique sans doute en partie le succès du centre et la

---

<sup>61</sup> *Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana*, 96, n°147, 28 juin 1955, p. 2317-2318.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività...*, *op.cit.*, p. 3.

<sup>64</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 15, lettre de Lawrence M. Howes, attaché de presse de l'ambassade des États-Unis à Rome, 18 novembre 1957. Les bulletins envoyés par l'USIS sont réunis dans la busta n°16 du même fonds.

<sup>65</sup> Sur la place considérable de l'Europe dans les réflexions fascistes, voir Dino Cofrancesco, « Il mito europeo del fascismo (1939-1945) », *Storia contemporanea*, 1983, 1, p. 5-45 ; Georges-Henri Soutou, *Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste*, Paris, Tallandier, 2021, chapitres II et IV ; pour la persistance du thème de l'Eurafrique, voir Peo Hansen, *Eurafrika. The Untold History of European Integration and Colonialism*, Londres, Bloomsbury, 2014.

capacité de ses membres fondateurs à en assurer la promotion. La permanence de ces thèmes n'empêchait pas une certaine volonté de suivre l'actualité la plus brûlante. Ainsi, à l'automne 1956, l'intervention d'Otto von Habsburg fut modifiée : là où l'héritier de la dynastie des Habsbourg devait, en sa qualité de président du Centre européen de documentation, parler du mouvement européen, les événements de Budapest l'incitèrent à proposer, avec l'accord d'Ugo Sola et de Tomaso Sillani, une conférence qui avait pour titre « Bassin danubien et sécurité européenne ». Le titre et son contexte conféraient aux événements survenus en Hongrie une portée considérable, non démentie par le texte même de la conférence, qui appelait à profiter des circonstances pour repousser le communisme en Europe orientale<sup>66</sup>. En lien avec le contexte international, il est ainsi possible d'identifier les réticences du conseil d'administration du centre, à tout le moins de son secrétaire général, à l'égard du « dégel » puis de la « coexistence pacifique ». Ils y furent encouragés par le pape Pie XII qui, en les recevant en octobre 1955, fit écho à son message du Noël précédent en condamnant « la coexistence dans la peur » et « la coexistence dans l'erreur »<sup>67</sup>. Cette fermeté dans l'anticommunisme n'était pas exclusive d'une certaine prudence dictée par cette « défense des intérêts nationaux italiens » qui formaient une des missions que se donnait le centre. Il fut ainsi demandé à l'archiduc Otto de supprimer de sa conférence un long passage, matérialisé dans l'exemplaire dactylographié conservé dans les papiers de Tomaso Sillani, dans lequel il critiquait « l'imposture titiste », la prétendue marginalité de la Yougoslavie au sein du monde communiste et les bonnes relations que l'Ouest s'attachait à entretenir avec le maréchal Tito<sup>68</sup>.

L'apolitisme revendiqué dans les statuts ne signifiait donc pas absence d'engagement politique au sein de la guerre froide. Il serait cependant sans doute erroné, et en tout cas peu signifiant, de réduire cette proclamation d'apolitisme à une simple clause juridique fréquente dans les statuts associatifs. Elle correspondait davantage à une sorte d'apolitisme fonctionnel, qui permettait tout d'abord de lever le risque de la généalogie avec le fascisme, toujours présent pour des hommes qui avaient occupé des fonctions publiques ou joué un rôle sur la scène culturelle et intellectuelle du *ventennio*, et de s'inscrire dans le nouvel ordre national et international. Le sens donné à la mission du centre était tout sauf apolitique. Ainsi, dans la conférence délivrée le 21 avril 1955 et intitulée « Orientations et développements de la politique étrangère italienne », Gaetano Martino, alors ministre des Affaires étrangères, plaçait son propos sous l'égide de ce « continuel processus de clarification des problèmes de la politique internationale qui est un besoin essentiel et constant de l'esprit public dans un pays démocratique »<sup>69</sup>. En 1957 Tomaso Sillani justifiait ainsi la présence de diplomates, toujours plus nombreux, parmi les conférenciers : « [aujourd'hui] une grande partie des activités politiques, et donc aussi des activités diplomatiques, se porte sur le plan des colloques ouverts et des discussions ouvertes »<sup>70</sup>. « Apolitique » serait donc à entendre ici dans son sens très restreint d'apartisan, ce qui n'est pas non plus satisfaisant compte tenu des liens étroits entre le centre et la démocratie-chrétienne. Proclamer l'apolitisme tout en menant une œuvre ouvertement anticommuniste avait également un autre avantage : cela indiquait le rejet du

---

<sup>66</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 14, « Texte préparé pour la conférence à Rome de S. A. I. et R. l'archiduc Otto d'Autriche-Hongrie ».

<sup>67</sup> Discours de Pie XII, 13 octobre 1955, *op. cit.*

<sup>68</sup> ACS, Fonds Sillani, busta 13, lettre du comte Henri Degenfeld, secrétaire particulier de l'archiduc Otto, à Tomaso Sillani, 29 novembre 1956.

<sup>69</sup> Gaetano Martino, « Orientamenti e sviluppi della politica estera italiana », *Rassegna italiana di politica e di cultura*, 1955, n°364, p. 115-124.

<sup>70</sup> Tomaso Sillani, *Dieci anni di attività...*, *op.cit.*, p. 21.

communisme hors du champ de la politique, donc de la discussion possible, et sa relégation dans le domaine de l'erreur, quasiment de l'hérésie.

Au-delà de ce positionnement résolument anticommuniste, qu'avait l'ambition d'être le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale sur la scène politique et internationale ? À certains égards, on pourrait être tenté de l'élever au rang de *think tank* : ce terme même n'est-il pas apparu dans un contexte similaire de guerre froide pour qualifier la Rand Corporation ? Le centre, transformé en Centro italiano di studi per la conciliazione internazionale en 1963<sup>71</sup>, poursuit ses activités et ses membres continuèrent à être reçus par les institutions étatiques<sup>72</sup> ; encore dans les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, un diplomate tel que Luigi Vittorio Ferraris en tenait la présidence, avant le déclin du centre<sup>73</sup>. Pourtant, il semble que le centre ne soit jamais désigné comme *think tank* au sens de cercle de réflexion destiné à influencer les politiques publiques. Ce type de structure fait l'objet depuis quelques années d'une attention renouvelée<sup>74</sup>. Il est possible de retenir comme définition générique d'un *think tank* la description suivante : « la réunion d'un ensemble de personnes et/ou de ressources intellectuelles engagées dans la recherche, la production et la diffusion d'analyses en politiques publiques à destination des autorités et, en certains cas même, des entreprises et des organisations non gouvernementales »<sup>75</sup>. L'activité du centre correspond à certains aspects de cette définition dans la mesure où son ambition était bien de rassembler des personnes venant du gouvernement italien, des organisations internationales et des entreprises en un même espace de discussion, que celui-ci fût réel, sis dans la salle de conférences du Banco di Roma, ou matérialisé dans le support écrit de la revue attachée au centre. À ses prémisses, le centre avait bien pour objectif de publier des ressources et des analyses susceptibles de fournir des arguments au gouvernement italien dans le cadre des négociations de paix : l'en-tête des premiers courriers portait ainsi la mention « Centro italiano di studi e pubblicazioni per la riconciliazione internazionale »<sup>76</sup>. Cependant, et même si la dimension éditoriale ne disparut pas et se renforça même avec la publication d'une revue, le centre n'était pas engagé dans une dimension de recherche qui l'aurait mis en relation avec des universitaires, des fondations, des instituts, comme pouvait l'être alors en Italie l'*Istituto per gli Studi di Politica Internazionale* (ISPI), fondé à Milan en 1934 sous les auspices d'Alberto Pirelli. Plus qu'à la création de ressources intellectuelles et d'analyses fournies aux organismes publics, l'action du centre visait à partager les expériences et les visions d'hommes actifs dans les cercles publics et dans

---

<sup>71</sup> ACS, Presidenza del Consiglio dei ministri, Ufficio Consigliere Diplomatico, busta 19, fasc. A45, lettre adressée par Ugo Sola au conseiller diplomatique de la Présidence de la République, Rome, 27 mai 1963.

<sup>72</sup> Les membres du centre et son président d'alors, l'ambassadeur Andrea Cagiati, furent ainsi reçus par Oscar Luigi Scalfaro au Quirinale le 9 décembre 1996 : <https://archivio.quirinale.it/aspr/fotografico/PHOTO-004-038423/presidente/oscar-luigi-scalfaro/amb-andrea-cagiati-presidente-del-centro-italiani-studi-conciliazione-internazionale-ed-i-soci-del-centro>, consulté le 21 juillet 2022.

<sup>73</sup> Giorgio Bosco et Antonio Napolitano, « Luigi Vittorio Ferraris », dans *Rivista Di Studi Politici Internazionali*, vol. 86, n° 4 (344), 2019, p. 611–14. *JSTOR*, <https://www.jstor.org/stable/26905955>, consulté le 21 juillet 2022.

<sup>74</sup> On se reportera utilement au numéro de la revue *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, consacré à « Think tanks, experts et pouvoirs », n°70, automne 2009 ; à la publication des actes d'une journée d'études tenue le 16 novembre 2013 à La Roche-Guyon : François Pernot et Julien Zarifian (dir.), *Dans les Allées du pouvoir. Sociétés discrètes, cercles de réflexion et groupes de pression*, Paris, Éditions de l'Amandier, 2015 ; à Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France*, Paris, Éditions du Cerf, 2017.

<sup>75</sup> Geoffrey Geuens, « Avant-propos : think tanks, experts et pouvoirs », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, *op.cit.*, p. 5-9, consulté le 21 juillet 2022.

<sup>76</sup> ASMAE, Rappresentanze diplomatiche, Ambasciata a Londra 1861-1950, b. 1310, fasc. 2, lettre de Pompeo Aloisi à Enrietta Street, rédactrice en chef de *The Tablet*, Rome, 13 janvier 1947

des entreprises dont les liens avec l'IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale) étaient étroits, et à renforcer la cohésion mentale et politique du groupe dirigeant. Là où par exemple les *think tanks* nés dans les années 1970 cultivèrent une expertise indépendante des appareils d'État, au point d'entretenir parfois des relations difficiles avec eux<sup>77</sup>, rien de tel pour ce centre, qui travailla étroitement avec la Farnesina, la Présidence du Conseil et de la République, le Saint-Siège et n'entra pas en concurrence avec les structures administratives.

Peut-on classer le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale parmi les mouvements d'amitié internationale, dans la mesure où ceux-ci constituent des « cercles de soutien, de critique, voire de structuration de la politique étrangère des États », tout en étant distingués des *think tanks* qui auraient une visée plus stratégique<sup>78</sup> ? Les jumelages ont particulièrement été étudiés dans cette perspective : le mouvement des jumelages entre communes est caractérisé par l'accent mis sur la réconciliation et l'amitié dans le contexte post-1945, sur la constitution de structures transnationales proches des mouvements fédéralistes européens<sup>79</sup> (Union internationale des maires pour le rapprochement franco-allemand et la compréhension des peuples en 1947, Forum humain des citoyens du monde en 1948, Conseil des communes d'Europe en 1951<sup>80</sup>) et, au-delà du maintien de la paix et de l'amitié, sur un réel projet géopolitique constitué par la construction européenne<sup>81</sup>. En réalité, le centre fondé par Tomaso Sillani, s'il ouvrit ses portes à de nombreux représentants étrangers, n'eut pas véritablement de caractère transnational : si ses statuts préservaient la possibilité pour des étrangers d'y adhérer, c'était à titre honoraire, et la possibilité pour ces derniers de représenter le centre à l'étranger était restreinte à des « circonstances particulières »<sup>82</sup>. Il ne s'engagea pas non plus réellement pour un projet géopolitique nouveau mais s'en tint aux réflexions sur la défense des intérêts nationaux italiens, largement intégrés dans ceux du camp atlantiste et de la construction européenne. Au total, le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale fonctionnait davantage comme une sorte de société savante, à la fois lieu de sociabilité indispensable aux rencontres informelles et vigie de la politique étrangère italienne, moins visible sans doute que des mouvements plus offensifs et dotés d'un projet politique neuf, mais justement précieux pour cette raison. Apolitisme est donc sans doute ici à envisager comme une articulation entre l'absence de liens formalisés avec un parti ou d'obédience à une doctrine politique, la référence à des valeurs morales supérieures aux partis, et notamment au christianisme, et une attitude sur la scène publique faite d'entregent et de discrétion.

## Conclusion

L'histoire du Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale est d'abord intrinsèquement liée à l'engagement d'hommes qui, au-delà de la chute du fascisme, n'avaient pas renoncé à la volonté de faire jouer un rôle, même redimensionné, à l'Italie sur la scène

---

<sup>77</sup> Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées de Marianne*, *op. cit.*

<sup>78</sup> Antoine Vion, « L'invention de la tradition des jumelages (1951-1956) : mobilisations pour un droit », *Revue française de science politique*, 53, 2003/4, p. 559-582.

<sup>79</sup> Corine Defrance « Les jumelages franco-allemands. Aspect d'une coopération transnationale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 99/3, 2008, p. 189-201.

<sup>80</sup> Antoine Vion, *op. cit.*

<sup>81</sup> Mathide Collin, « Les jumelages de villes européennes. Une relecture des origines politiques des jumelages et de leur inscription dans le champ des relations internationales », *Relations internationales*, 179/3, 2019, p. 53-65.

<sup>82</sup> *Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana*, *op. cit.*

internationale, aux représentations géopolitiques de l'entre-deux-guerres, à la conviction que l'Adriatique restait un des nœuds de l'Europe, qu'une Europe, même dans sa version atlantiste post-1945, devait se construire, que les liens avec les colonies devaient être préservés. À ce titre, les choix politiques que traduit le programme des conférences manifestent autant un engagement anticommuniste que la permanence de conceptions libérales-nationales : de ce point de vue, le contexte de guerre froide rendit possible une synthèse entre certains traits du fascisme, comme l'anticommunisme et dans une certaine mesure le thème européen<sup>83</sup>, et l'héritage géopolitique de l'Italie libérale.

De ce fait, compte tenu également de l'âge et du passé de ses fondateurs, compte tenu de son fonctionnement somme toute classique, le Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale n'eut pas la célébrité de cercles ou d'instituts plus visibles. C'est cependant là une partie de son mérite sur le plan de l'histoire des relations culturelles et internationales, tant la longue durée de son activité (70 ans de 1945 à 2015), la liste des adhérents, orateurs et visiteurs, les citations et la reconnaissance dont il fit l'objet, plaident pour considérer comme un rouage important ce cercle traditionnel. Comme lieu de sociabilité consacré à des thématiques particulières, les relations internationales et la conciliation, il fonctionnait comme un élément de l'espace social diplomatique. Espace informel mais bien réel, il rassemblait différents acteurs et différentes positions au sein de cet espace pour nourrir, non pas directement la négociation, mais la réflexion diplomatique. Trait d'union synchronique entre les acteurs politiques, religieux, économiques d'une même période, il constitua également un trait d'union diachronique entre différents contextes historiques, ce qui contribue sans doute *in fine* à en expliquer le succès.

---

<sup>83</sup> Georges-Henri Soutou, *Europa !, op.cit.*, p. 459-461.